

Open Access : les voies rapides et les voies sans issues

Promouvoir l'Open Access n'a de sens que si l'on précise la voie choisie pour y parvenir. L'auteur-payeur est sans doute la pire d'entre elles.

Récemment, le Conseil scientifique de l'Institut Mathématiques du CNRS a émis les recommandations suivantes aux mathématiciens français concernant le modèle de publication auteur-payeur :

1. Ne pas choisir l'option payante pour que les articles soient en accès libre, tout spécialement lorsqu'il s'agit de revues hybrides¹ ;
2. Ne pas intégrer de tels frais dans les demandes de financements.

Ces recommandations font écho à un rejet du modèle auteur-payeur très largement partagé par la communauté mathématique française, et plus largement, européenne².

Chaque chercheur étant à la fois lecteur et auteur, les modèles lecteur-payeur (modèle d'abonnement, actuellement dominant) et auteur-payeur (Gold Open Access avec frais de publication (APC)) pourraient paraître à première vue symétriques, et donc très similaires. Comme nous allons le voir, cette vision est erronée.

Aspects économiques

Tout d'abord, le modèle auteur-payeur risque de coûter plus cher que le modèle actuel de l'abonnement (lui même déjà scandaleusement onéreux), comme le montrent les études effectuées par certains établissements de recherche français³ ou l'exemple récent du Royaume-Uni⁴ (le montant moyen des APC y était de [1 575£ en 2014](#) et de [1 762 £ en 2015](#)). Simultanément, les frais des éditeurs devraient baisser en passant à l'Open Access (pas d'impression, pas de gestion des abonnements ni des accès). Par ailleurs, il n'y aucune raison de croire qu'il serait possible de contrôler l'augmentation des coûts dans un modèle auteur-payeur (par exemple en faisant jouer la concurrence). En effet, ce qui semble se dessiner, c'est une prise en charge au niveau national des APC à travers des contrats signés entre les Etats et les gros éditeurs. Comme hier avec les abonnements, les gros éditeurs commerciaux se retrouveront dans ces négociations en position de force et sans mise en concurrence possible : quel chercheur choisira de payer sur ses fonds propres (ou ceux de son laboratoire) des APC de 1 000€ chez un petit éditeur indépendant quand l'université qui l'emploie l'incite à publier chez Springer ou Elsevier « gratuitement » (les APC ayant déjà été payées au niveau national)? Ces seuls arguments économiques devraient suffire à refuser tout basculement vers modèle auteur-payeur, que celui-ci soit total ou partiel (les APC coexistant alors avec des abonnements).

Aspects éthiques et scientifiques

Mais le modèle auteur-payeur présente également de sérieux risques d'ordre éthique. Si la prise en charge des APC n'est pas effectuée au niveau national mais local, le modèle auteur-payeur introduit d'inacceptables inégalités d'accès à la publication entre

¹ Une revue hybride est une revue dont les articles ne sont accessibles que sur abonnement, sauf lorsque les auteurs ont fait le choix de payer des frais de publications (APC) pour rendre leur article librement accessible.

² [European Mathematical Society Newsletter of June 2013](#) (page 54).

³ CNRS : <http://www.cnrs.fr/dist/z-outils/documents/Distinfo2/DISTetude3.pdf>
INRA : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01097171>

⁴ <https://www.jisc.ac.uk/sites/default/files/apc-and-subscriptions-report.pdf>
<http://www.rcuk.ac.uk/documents/documents/openaccessreport-pdf/>

chercheurs, laboratoires et universités (selon le niveau où sont gérées les APC). Dans un tel système, seuls les chercheurs ayant les moyens de payer des APC dans les meilleurs journaux, souvent les plus chers⁵, pourront y publier, ce qui accentuera leur visibilité et donc leur capacité à obtenir des fonds, etc... D'autre part, le modèle auteur-payeur comporte des risques éthiques inhérents à son mode de fonctionnement : pourquoi un éditeur refuserait de publier un article, s'il encaisse un chèque conséquent à chaque fois qu'il accepte un article soumis? La réponse est évidente, comme l'a montré l'apparition de nombreux [éditeurs prédateurs ces dernières années](#).

Que faire ?

Ces critiques rejoignent certaines des inquiétudes formulées dans la [déclaration commune de l'UNESCO et l'association COAR](#) alertant les gouvernements et les chercheurs vis-à-vis du modèle auteur-payeur. Mais si on rejette ce modèle parce qu'il ne ferait que renforcer ou aggraver une situation historique oligopolistique, doit-on se satisfaire du modèle actuel lecteur-payeur? Evidemment non. Il faut :

- continuer à dénoncer les profits scandaleusement élevés des gros éditeurs commerciaux et éventuellement les [boycotter](#),
- être prêt à [interrompre des abonnements négociés à des tarifs exorbitants](#),
- développer et promouvoir les voies vertueuses vers le libre accès :
 - la voie verte⁶ de l'Open Access,
 - le fair open access, illustrés par des nouvelles revues sponsor-payeur comme [Discrete Analysis](#), le [Journal de l'École polytechnique](#) ou l'épijournal [Epiga](#),
- créer de nouveaux modèles économiques de publication sans frais ni pour l'auteur ni pour le lecteur (par soutien institutionnel comme [SciELO](#), par commercialisation de services premium comme [OpenEdition](#), par financements participatifs comme [OLH](#), par souscription des bibliothèques,...)
- lutter contre les dérives de la bibliométrie en repensant la question de l'évaluation.

Enfin, peut-être que la première bataille à mener est celle des mots. A travers le Gold Open Access avec APC, les gros éditeurs commerciaux se sont appropriés la belle idée du libre accès pour en faire une version préservant leurs intérêts commerciaux. Il faut dénoncer cette opération d'[openwashing](#), qui consiste à faire croire que tout ce qui porte le nom d'Open Access est bénéfique pour les chercheurs et les contribuables. Promouvoir l'Open Access n'a de sens que si on précise la voie choisie pour y parvenir. L'auteur-payeur est sans doute la pire d'entre elles.

Karim RAMDANI
Directeur de Recherche Inria
Institut Elie Cartan de Lorraine

⁵ Au Royaume-Uni, les APC moyennes étaient de 1 575£ en 2014 et 1 762 £ en 2015, et leur valeur maximale autour de 3 200£...

⁶ Les articles sont déposés dans une archive ouverte et sont librement accessibles après une période d'embargo.